

LACIM infos

Des nouvelles des 4 coins du monde

N°10



Bulletin semestriel

Septembre 2006



Chercher de l'eau chaque jour pour des femmes Dalits en Inde.

Sommaire

La vie des comités

- St Denis-les-Bourg se présente p.2
- Le comité de Ribeauvillé p.5
- L'action du comité de Val Morteau p.7

La vie de l'association

- Assemblée générale 2006 p.3

A propos de l'Inde

- Jumelage avec Shantinavam p.2
- Être Dalits: ne pas être (2ème partie) p.4/5
- Projets générateurs de revenus à Kapisset p.5

A propos de l'Afrique

- L'alphabétisation des femmes au Mali p.6
- Voyage à Davé au Bénin p.7
- Paroles de femmes p.8

Infos diverses

- Les expos d'artisanat p.2
- 2006 année de la désertification p.8
- Des livres à découvrir p.8

Le mot du président

Chers amis,

Après l'Assemblée Générale de ST DENIS-LES-BOURG, le Conseil d'Administration réuni le 17 juin a renouvelé sa confiance au Bureau sortant.

Nous entrons maintenant dans la phase active de la réalisation de notre nouveau Siège Social à CROIZET. Les travaux ont commencé. Nous pensons inaugurer le bâtiment lors de notre prochaine Assemblée Générale qui devrait se tenir les 10 et 11 juin 2007, bien sûr à CROIZET. En temps utile il sera fait appel à des bénévoles pour des travaux de finition.

A l'Assemblée Générale, les rapports d'activité et d'orientation ont été adoptés à l'unanimité. Ils sont disponibles auprès des responsables de vos comités. N'hésitez pas à les consulter.

Je voudrais mettre l'accent sur un point particulier du rapport d'orientation. Au MALI, nous avons évoqué la nécessité d'aider les femmes à conquérir leur dignité et une certaine autonomie, au plan du savoir mais aussi au niveau de l'économie familiale. L'alphabétisation est l'un des moyens de parvenir à ce résultat et les femmes qui en bénéficient en ont pleinement conscience.

Avant de continuer, je vous suggère de lire en dernière page "Paroles de Femmes". Quel cri du cœur ! J'ai visité plusieurs fois le village où le jumelage a failli s'arrêter du fait de l'attitude des hommes. Ces femmes exploitées, méprisées, relèvent la tête. "Nous sommes devenues libres".

Avec de tels témoignages, ce n'est pas le moment de baisser les bras. Ces femmes se mettent en marche. Elles ont besoin de nous. Elles comptent sur nous. Pour elles et pour toutes les autres, il faut nous mobiliser. Sur tous les continents, le développement se fera par elles et avec elles.

Bon courage à toutes et à tous,
André JOSSE.



Offrande au Gange en Inde

Éditorial

Dans une soirée consacrée à notre aide en Inde, quelqu'un me demanda récemment :

« Est-il encore nécessaire d'aider les Indiens dont le pays a un essor économique considérable ? Ce pays où les grandes fortunes augmentent, où certains riches peuvent marier leur fille à Versailles, où les ingénieurs informaticiens vont venir "prendre" nos emplois ? »

La réponse est évidemment oui.

Si l'on s'en tient au plan économique, il faut rappeler quelques chiffres: les très riches représentent seulement 6 millions d'habitants, soit 0.05 % de la population, les démunis sont près de 300 millions, soit un quart de la population.

Mais pour l'aide humanitaire, je raisonnerais plutôt en terme d'entraide. Cet élan de solidarité est un élément indispensable pour l'équilibre et la paix dans le monde.

L'Inde a énormément changé ces dix dernières années et la population s'est enrichie.

Cependant il y a encore d'énormes progrès à faire au niveau des infrastructures (routes, électricité, eau, hôpitaux, ...) et au niveau d'un système social permettant à la population de se soigner et de vivre décemment.

Quant aux plus pauvres, leur situation n'a guère changé et ce seront sans doute les oubliés du boom économique. Ce sont en général les Dalits et les Tribaux qui souffrent de discrimination, de racisme malgré des lois indiennes attribuant les mêmes droits à tous. Le respect de ces droits est encore à faire et il est indispensable de les aider à sortir de leur condition pour grandir en même temps que leur pays.

C'est pourquoi l'aide de LACIM, qui s'adresse depuis toujours aux plus pauvres, se justifie toujours en Inde et se concentre envers ces deux populations défavorisées.

Hélène POUJILLY, CLEPPÉ (42).

" Le plus beau cadeau que l'on puisse faire à une femme c'est l'éducation. "

Parole de KHADY, Sénégalaise victime de l'excision et auteure de " Mutilée " (OH! Editions 2005).

Citation extraite d'une interview dans l'hebdomadaire ELLE, juillet 2006.

Le Comité de St Denis-les-Bourg (Ain) présente son action auprès de Shantivanam en Inde (Tamil Nadu)

Tout a commencé en 1976 par une histoire d'amitié entre une religieuse indienne : Marie Louisa et Thérèse BOUILLOUX notre présidente locale. Elles se sont connues lors d'un voyage en Suisse : dialogue, échange d'adresses, amitiés naissantes et déjà sur les mêmes rails... ! Promesse de soutien, mais comment ?

Marie Louisa, infirmière, se retrouve seule dans un village : SHANTIVANAM, près de KULITHALLAI dans le district de TRICHY- au sud-est du Tamil Nadu. Elle voit tous les infirmes, les aveugles qui mendient dans le secteur.

Comment créer des emplois pour ces familles si démunies? Un terrain en friche peut devenir une plantation, permettre revenus et salaires.

C'est à ce moment-là que Sœur Marie Louisa interpelle Thérèse et ses amis : «Pouvez-vous accompagner financièrement mes projets ?» A St Denis, une petite équipe se forme autour de Thérèse.

A Shantivanam : achat du terrain, puits, pompe, travaux d'irrigation, plantation de cocotiers... au



fil des années, les mendiants deviennent des travailleurs dignes et responsables. Aveugles et handicapés sont dirigés



dans des établissements spécialisés, les enfants sont scolarisés, les jeunes vont en formation professionnelle. En aidant des familles d'accueil, les enfants abandonnés ou orphelins sont pris en charge financièrement. De même pour les grands



malades ou accidentés : hospitalisation et ou rééducation.

Quelques années après, mise en culture de 4 acres 1/2 de rizière en location-bail (1 acre = 0,40 hectare).

Création d'une étable avec progressivement 8 vaches et 8 jeunes bêtes. Au début le lait était distribué gratuitement dans les familles mais à cause du manque d'argent, il est à présent vendu (manque de fourrage sur place : achat très onéreux). Lors de la naissance de veaux, les familles reçoivent l'une après l'autre une bête. Conséquences : les familles sont en meilleure santé. Il n'y a plus d'aveugles ni d'infimes dans la nouvelle génération. **Les huttes de terre, de feuillages, petit à petit sont remplacées par des maisonnettes**



en dur surélevées pour résister aux inondations du fleuve KAVERI, aux moussons.

Cinq années de sécheresse suivies de fortes inondations fin 2005 les ont amenés à abandonner la rizière. Pour la majorité, plus de travail, plus de salaire. Pour nos amis, plus de rentrée d'argent... Durant cette période nos aides n'ont servi qu'à la survie alimentaire : achat de riz en gros pour un prix plus abordable et distribution aux populations affa-

mées.

De mi-octobre au 22 décembre 2005 : les inondations ont effondré le talus de protection près du fleuve, les familles ont été déplacées pendant deux mois. Des huttes en terre se sont écroulées. Actuellement nos aides sont entièrement consacrées à l'achat des matériaux : pierres et ciment pour l'édification du mur de soutènement de ce talus.

La spécificité de notre groupe : il a commencé par une promesse de soutien à Sœur Maria Louisa avant même de connaître LACIM que nous n'avons rejoint qu'en 1986. Dans les moments très difficiles que nos amis de Shantivanam traversent, l'amitié qui nous rapproche et la fidé-



lité à notre engagement ne nous autorisent pas à arrêter notre soutien. **Le risque serait de voir à nouveau ces Dalits retomber dans une grande précarité.**

Actuellement ces familles de Dalits ne sont propriétaires de rien (rappelez-vous l'article dans le N°9 de LACIM Infos : être Dalits, c'est ne pas être).

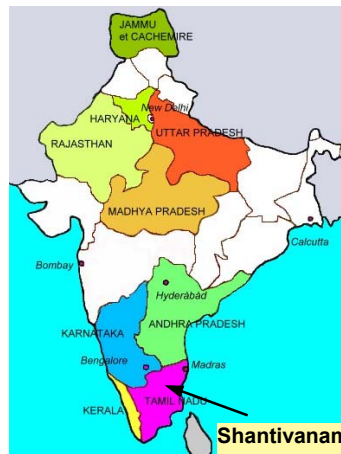
A Shantivanam (où le comité local de Shantivanam achète les terrains pour bâtir leurs mai-



sons), nos amis sont fiers de voir leurs enfants scolarisés,



heureux d'avoir retrouvé dignité et considération par le travail. Ils signalent les urgences à



Senthil, responsable local du comité indien, ils participent aux décisions, aux efforts à accomplir.

Actuellement, notre équipe de Saint Denis les Bourg compte environ 25 membres donateurs. Une moitié plus active participe à l'organisation de vente de fleurs, à la brocante et à l'expo-vente : actions annuelles organisées sur la commune.

Une goutte d'eau dans la mer...

Thérèse BOUILLOUX
Françoise BOLARD,(01).

Des expos d'artisanat à organiser chez vous

Pourquoi une expo?

Pour faire connaître LACIM auprès du public, sensibiliser l'opinion aux difficultés de vie de nos jumeaux du Sud, valoriser l'artisanat et le savoir-faire de ces pays. C'est aussi participer activement aux frais de fonctionnement de l'association.

Le travail d'une équipe :

1 secrétaire à Croizet et 3 couples qui sillonnent la France et qui sont prêts à venir chez vous.

Comment l'organiser?

Contactez Claire au secrétariat. Un couple d'exposants sera responsable du matériel et de la gestion de la caisse. Il animera l'expo avec l'aide de votre comité local, de vos adhérents et sympathisants.

Alors c'est très simple! Lancez-vous!

AG du 13 mai 2006 : un bel accueil à St Denis-les-Bourg

Dans la belle salle des fêtes de la commune, le comité LACIM de Saint Denis les Bourg accueille la 39^{ème} assemblée générale de l'association. Près de 80 comités locaux sont représentés, venus de 20 départements sur les 46 où LACIM est présente.



Mahmane représentant de LACIM au Niger et Albert représentant au Tamil Nadu (Inde) sont venus participer à nos travaux.

Après les paroles de bienvenue du comité local et du maire de la dynamique commune de Saint Denis, l'appel traditionnel des délégations départementales permet de revoir des têtes connues mais aussi la diversité d'implantation géographique de LACIM.

Puis Mahmane rappelle l'action de LACIM au Niger, qui a porté au cours des années passées sur le creusement de puits (21 et il y a actuellement 10 demandes en attente), la mise en place de moulins à mil (18), la construction de classes (15), la création de boutiques villageoises... Les villages apprécient beaucoup cette forme



d'aide concrète, d'utilité immédiate, pour des projets élaborés à leur demande, réalisés avec eux et gérés ensuite par eux. Mahmane transmet leurs remerciements et rappelle que beaucoup d'autres villages souhaitent un jumelage...

Albert présente ensuite son action au Tamil Nadu (30 jumelages) et en Andhra Pradesh (28 jumelages) : visite de chaque jumelage une fois par an, étude des nouvelles demandes (là

aussi de nombreux villages attendent de pouvoir établir un jumelage avec un comité en France), attention particulière portée aux projets générateurs de revenus, aux activités des femmes. Il transmet les remerciements des villages aux membres de LACIM.

Rapport d'activité

Après ces présentations la discussion s'engage sur le texte envoyé au préalable à chaque comité, ce qui évite donc sa relecture. Quelques précisions sont données par les commissions internes.

En Inde, LACIM poursuit une évolution engagée depuis quelques années visant à passer d'une aide d'assistance à une aide au développement et à l'autonomie et s'orientant essentiellement vers les populations les plus marginalisées et les plus pauvres, les Dalits et les Tribaux. Malgré l'évolution économique de l'Inde, malgré les droits que leur reconnaît la constitution, ces populations demeurent dans un état de grande misère et éprouvent de



grandes difficultés à faire respecter leurs droits.

En Afrique, plusieurs missions de membres du conseil d'administration ont eu lieu au cours de l'année pour suivre avec nos représentants les projets sur le terrain. Les projets traditionnels (accès à l'eau potable, scolarisation des enfants...) demeurent majoritaires mais les projets plus spécifiquement destinés aux femmes sont en augmentation : moulins, alphabétisation, maraîchage, micro crédits).

En Haïti, la situation demeure très difficile. L'insécurité ne permet pas une information et un suivi suffisants des villages. LACIM fait appel à des personnes-relais chaque fois que cela est possible.

La commission communication rappelle l'enrichissement constant de LACIM en supports de communication : dépliants, LACIM Infos, site internet, DVD, affiches, espace d'exposition. Tous ces documents sont autant d'outils que les comités locaux peuvent utiliser pour dynamiser leur groupe

et faire connaître LACIM.

La commission exposition d'artisanat rappelle l'intérêt des expositions à la fois pour permettre à LACIM de couvrir ses frais de fonctionnement, mais aussi pour faire connaître localement LACIM à de nouvelles personnes.

Enfin la commission bâtiment relative au nouveau siège social signale que les travaux viennent de commencer et qu'ils seront achevés en mai 2007. Une question porte sur le mode de chauffage. Une réponse détaillée est fournie, montrant l'intérêt et les limites de chaque mode possible et les raisons qui ont finalement conduit à choisir le fuel comme combustible.

Le rapport d'activité est approuvé à l'unanimité.

Rapport financier

Nous avons pu envoyer cette année 729000 € au Sud contre 581000 en 2004. Les dons et cotisations des comités ont augmenté de 5% par rapport à 2004. Les finances de LACIM sont saines comme en a témoigné le commissaire aux comptes. Toutefois il a été rappelé aux comités locaux qu'ils ne devaient pas conserver d'argent sur leur compte au-delà du nécessaire à leur fonctionnement. Le rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport d'orientation

Quelques grands axes sont rappelés :

► **France** : construction du siège et fonctionnement des salles d'exposition avec nécessité d'une aide des groupes locaux

► **Inde** : mettre l'accent sur l'aide aux Dalits et aux Tribaux ; insister sur la formation des communautés défavorisées pour qu'elles puissent connaître leurs droits et les défendre.

► **Bangladesh** : il y a actuellement 8 demandes de jumelage dans ce pays.

► **Mali** : la relation aux communes s'intensifie ; rentabilisation de la présence de techniciens par des projets de même nature dans une même aire géographique ; développement du travail avec les femmes

► **Niger** : poursuivre et in-



tensifier le creusement de puits car de nombreuses demandes sont en attente ; développer les boutiques villageoises et l'alphabétisation des femmes ; continuer la construction des classes et développer le maraîchage

► **Haïti** : travailler en réseau avec d'autres associations.

Le projet d'orientation est approuvé à l'unanimité.

Enfin, conformément aux statuts **des membres du CA sont élus ou réélus** : Pierre Baumard, Bernard Michel, Dominique Humen, Léon Querry.

En fin de journée, **2 films** réalisés par 2 adhérents participant à la commission communication sont projetés, illustrant chacun à leur manière la vie de nos jumeaux et l'action de LACIM en Afrique.

Robert Béziaud du comité d'Ambierle (42) présente tout d'abord un film de 10mn :

Histoire du puits "Claude Charlat" à Garin Maigaskia au Niger suivi de La corvée d'eau.



La 1^{ère} partie situe l'histoire du puits construit en 2005 en hommage à Claude Charlat à Garin Maigaskia. Cela nous fait découvrir la conception et les étapes de réalisation d'un puits. La 2^{ème} partie illustre la corvée d'eau dans 3 villages du Niger.

Philippe Didier du comité d'Eveux (69) nous présente ensuite «**Et si j'étais né ailleurs ?**», un film de 20 mn. A partir de cette question qui s'adresse à des jeunes, ce film tente de mener une réflexion sur la façon dont les enfants vivent au Mali, et en particulier en milieu Touareg. Il aborde de façon simple les problèmes du développement à travers quelques thèmes (l'eau, l'enseignement, l'agriculture, l'artisanat...) tels qu'ils se posent dans cette région du Sahel.

Au total une journée conviviale, illustrant la qualité de notre action, son évolution vers une plus grande efficacité et le désir de tous de poursuivre ensemble la mission qu'on s'est donnée. **Merci** au comité de St Denis les Bourg pour la qualité de son accueil et pour tout le travail que cela lui a demandé.

Jean-Marie GUYON, secrétaire de séance, comité de Sens (89).

En INDE, Être DALIT C'est NE PAS ETRE (2ème partie)

Résumé 1ère partie

La condition des Dalits ce qui veut dire "hommes brisés", est liée au système des castes existant depuis 2500 ans dans la société indienne.

Il sont considérés comme impurs, et rejetés " hors caste", voués aux tâches ingrates ou jugées impures, telles que l'équarrissage, le nettoyage des latrines et des égouts, la crémation des morts, le travail du cuir.

Les Dalits constituent environ 17% de la population indienne (170 millions d'habitants). Ils sont présents dans tous les états de l'Inde avec toutefois un pourcentage plus élevé dans les zones rurales et les états du Sud (plus de 20% au Tamil Nadu).

Être Dalit, c'est souffrir de l'oppression des hautes castes mais aussi des plus basses castes. Le travail forcé au village reste une pratique courante. La ségrégation est plus violente dans les zones rurales.

Traditionnellement, ils n'ont pas le droit d'être propriétaires de terres. 80% des Dalits sont ouvriers agricoles saisonniers et ouvriers non qualifiés dans la construction et l'industrie de sous traitance. 80% des ouvriers agricoles sont Dalits...

Gandhi (1869-1948, de haute caste) lutta pour changer leur statut et faire en sorte que les abus et la ségrégation dont ils étaient victimes soient supprimés. Mais il n'envisageait pas l'abolition



du système des castes contrairement au Docteur Ambedkar (1891-1956), né lui-même Dalit, qui créa dans les années 30, le premier mouvement d'émancipation des Dalits.

Comme d'autres Mahars (sous caste de Dalits du Maharashtra), son père avait été recruté par l'armée où il devint instructeur. Grâce à ce contexte favorable, le jeune Ambedkar fut admis dans une école britannique, puis à l'université de Bombay (où il fut l'un des premiers intouchables à y étudier). Aidé par le Maharadja de Baroda qui lui accorda une seconde bourse, il partit aux Etats Unis poursuivre ses études où il obtint sa maîtrise à l'Université de Colombia. Puis il termina ses études à Londres en passant son diplôme d'avocat et une

thèse de Doctorat.

Contrairement à Gandhi qui personnifiait la tradition indienne par son costume traditionnel, **Ambedkar**, habillé à l'occidentale, incarnait les valeurs de l'individualisme et de la rationalité, et condamnait une tradition discriminatoire. Retenu par les Britanniques pour participer à la première Table Ronde de Londres en 1930, sa popularité commença à grandir parmi les Dalits. Cette première conférence fut boycottée par le parti du Congrès et il s'opposa à Gand-



hi sur la question du vote des Dalits, lors de la deuxième conférence. Il obtint gain de cause devant les Britanniques mais il fut toutefois par la suite contraint de signer le Pacte de Poona accordant moins de droits aux Dalits, suite à la grève de la faim de Gandhi pour qu'il renonce à ces acquis.

Ambedkar fut à l'origine de la création de trois partis politiques pour les Dalits. Avant l'indépendance, il fut ministre du travail dans le gouvernement intérimaire, puis ministre des lois dans le premier gouvernement de l'Inde indépendante. C'est à ce titre, qu'il fut chargé de diriger le comité de rédaction de la Constitution Indienne qui prévoyait notamment l'extension du système des quotas pour les Dalits.

Sa popularité parmi les Dalits commença à grandir à la fin des années 20 grâce aux manifestations d'envergure qu'il organisa et qui rassemblèrent des dizaines de milliers de personnes à Mahad, près de Bombay ou à Nasik. Il s'agissait de résistance pacifique, de désobéissance civile où ils burent symboliquement l'eau du réservoir de Chowdar à Mahad où tentèrent de pénétrer dans le temple de Kala Ram de Nasik.

Dans ces manifestations, il s'adressait aux Dalits et les poussait à retrouver leur dignité : « Les droits que l'on perd ne sont jamais retrouvés en mendiant, ni en faisant appel à la conscience des usurpateurs, mais uniquement par un combat impitoyable. Ce sont les

chèvres que l'on offre en sacrifice, pas les lions. »



Dès 1935, s'opposant à Gandhi qui pensait pouvoir changer le cœur des hautes castes pour qu'ils acceptent les Dalits et leur ouvrent leurs temples, il annonça publiquement son dégoût de la religion : « A quoi sert une religion qui s'intéresse à la vie après la mort ? Et la qualité de la vie elle-même ? Seuls ceux qui sont bien placés et qui prospèrent dans ce monde peuvent se permettre de vivre dans la contemplation de la vie après la mort. Mais pourquoi devrions-nous vivre dans le giron d'une religion qui nous

prive du droit de satisfaire des besoins aussi fondamentaux que l'eau, la nourriture et un toit, mais également de la dignité d'êtres vivants ? »

Il se tourna vers le bouddhisme au fil des années et il décida de se convertir publiquement en 1956 (juste avant de mourir), à Nagpur, entraînant dans cette démarche environ 500 000 Dalits.

Après sa mort, ses adeptes ne cessèrent d'augmenter. Il était devenu un symbole des progrès liés à la scolarisation, une source de fierté, un modèle. L'élite dalite actuelle voue encore un culte important à son "messie". **Depuis sa disparition, aucun leader n'est parvenu à s'imposer au niveau national mais le message qu'il a transmis a pénétré les villages où les Dalits s'organisent grâce à des associations.**

« Depuis 1996, l'ONU assume clairement les discrimina-

Témoignage

de Mukkamal, femme de 37 ans, vivant avec son mari et ses trois enfants, à Kayampatti, petit village du Tamil Nadu, dans le district de Madurai (1) :

« Nous sommes payés à la journée pour la nourriture quotidienne. Généralement les femmes souffrent deux fois plus que les hommes, car une fois terminée leur journée de travail, elles rentrent à la maison pour s'occuper des enfants et de l'intendance. Les hommes, eux, se reposent. Avec mon mari, **Muthukarpan**, je dois gagner au moins 700 roupies par mois, pour faire vivre ma famille. Le maximum que nous pouvons gagner, c'est 1200 roupies. /.../

Revendiquer nos droits en étant isolés n'est pas facile. **L'Ardsa (2)** nous a motivés pour réclamer ce à quoi nous avions droit et nous avons formé une association dans le village pour agir ensemble. Avec l'aide de **L'Ardsa**, nous avons par exemple récupéré les titres de propriété de notre village devant un juge et nous avons demandé la construction de maisons en dur par le gouvernement... Avec la motivation que nous avons maintenant, nous n'avons plus peur d'inscrire nos enfants à l'école. J'espère qu'ainsi, ils auront une vie meilleure que la mienne. »

Son fils aîné de 16 ans, tra-

vaille dans une usine de vaisselle en inox de Madurai et ne peut leur donner que 30 roupies de ce qu'il gagne après ses dépenses de nourriture et de transport. Les deux autres enfants vont à l'école.

L'Ardsa est composée de cinq salariés et d'une dizaine de bénévoles et travaille avec une trentaine de villages de la région de Madurai. Elle est soutenue financièrement par Caritas Inde dans le cadre de ses programmes. Chaque année, elle parvient à convaincre cinq villages environ de rejoindre le mouvement. Il faut six mois généralement pour mettre en place une association dans un village et trouver des représentants actifs. Deux fois par semaine, des bénévoles de l'association vont sur place et les représentants de l'association de village suivent régulièrement des formations ensemble au siège de l'Ardsa (ne plus vivre soumis commence dans la tête).

D'autres associations de ce type oeuvrent dans d'autres régions et LACIM travaille souvent en collaboration avec elles en apportant les moyens financiers nécessaires aux Dalits pour retrouver leur dignité.

(1)Source: « Un apartheid social », revue du Secours Catholique, avril 2004

(2)Ardsa : Association pour un développement rural et de conscientisation sociale, créée en 1989

-tions fondées sur la caste à une forme de racisme. Et les pressions venues de l'étranger sont d'une importance capitale, car l'Inde cherche à soigner son image. » (Henri Tiphagne, président de l'association People's Watch)

Maintenant cet éveil ne se limite plus à l'Union indienne puisque **les Dalits ont fait connaître leur existence lors du Forum Mondial de**

Bombay de janvier 2004 où 1500 Dalits ont été parmi les premiers à franchir les portes de ce Forum. Bardés de bandeaux bleus où l'on pouvait lire "Cast out", ils se sont joints à la cérémonie d'ouverture. Au Forum 2005, à Porto Allègre, 22 hommes et femmes dalits sont venus représenter les "sans droits" de l'Union indienne. Une femme de cette délégation, Sudha Varghese déclarait: « A

Bombay, on a pu venir nombreux parce que ça ne coûtait pas cher, on a pu montrer notre force, exposer notre situation et constater l'intérêt des gens. »

Pour eux, c'était sortir de l'invisibilité, c'était accroître leur chance d'obliger le gouvernement indien à, tout simplement, faire respecter la loi.

Pour Martin Macwan, coordinateur de la campagne nationale pour les droits humains des Dalits : « **Le système des cas-**

tes, c'est l'apartheid caché de l'Inde . Il n'y a qu'une solution : c'est que les mentalités changent .»

Hélène POUILLY, commission Inde Cleppé (42).

Sources de l'article :

- *Intouchable, une famille de parias dans l'Inde contemporaine* de Narendra Jadhav, Ed' Fayard.

- « 99 réponses sur » Réseau Adecim.

- *Les discriminations survivent au Tsunami*, revue Amnesty international, février 2005.

- Sites internet : *Intouchables, Human Rights...*

Le groupement d'agriculteurs de KAPPISET au Kérala en INDE

Un projet générateur de revenu (IGP) soutenu par le comité de RIBEAUVILLÉ (Haut -Rhin)

Notre groupe de Ribeaupillé

Il existe depuis 1980.

C'est en 1998 que Mme Charlat (fondatrice de LACIM) nous a proposé de répondre à une demande de jumelage venant de Kappisset : village très pauvre du Kérala, où une population très marginalisée semblait vouloir s'engager pour un mieux vivre.

Après plusieurs années, notre assistance classique : médicaments, soutien scolaire, réparation de maisons, ne parvenait guère à faire vivre plus dignement ces familles d'agriculteurs à la merci d'acheteurs sans scrupule qui les exploitaient.

En 2002 nous avons donc demandé à nos jumeaux de proposer un projet plus global, touchant l'ensemble du village. Très vite, le Père Abraham, nouvellement nommé sur la zone, contacte les familles et sollicite les services sociaux de l'évêché de Malabar (MASSS) qui élaborent un « programme de développement pour agriculteurs marginaux et enfants retardés ». Notre groupe est aussitôt enthousiasmé par un tel programme :

- Création d'un groupe d'agriculteurs (Group farming) auxquels est proposée une formation technique.
- Formation à l'agriculture biologique avec utilisation de compost enrichi (vermi-compost)
- Achat collectif de semences et de plants à prix coopératifs.
- Suppression de l'intermédiaire et vente directe sur les marchés locaux.

M. Carlton Fernandez : permanent de LACIM sur le secteur, visite le projet **en Octobre 2003** et confirme la mise en place du

projet :

« **12 familles exploitent ensemble des champs en location pour 2 ans. Ils cultivent du riz, de l'igname, du gingembre, du poivre et de la vanille. 150 bananiers ont été plantés... »**

En 2004, un nouveau responsable : le Père Saji Pinankayil prend en charge le projet et nous écrit : « **Ce projet a complètement changé la vie des agriculteurs »**

Au mois de Février 2005 une mission de LACIM conduite par M. André Josse a pu constater le bien fondé d'un tel IGP. Il est alors proposé **d'intégrer davantage les femmes dans le projet pour y développer les cultures maraîchères entre autres**.

Tout récemment, le Père Thomas (directeur des services sociaux de l'évêché), nous fait le point sur les derniers développements du programme, après presque 3 années de fonctionnement :

- « **Un sentiment de solidarité s'est fortement installé parmi les bénéficiaires** ». Parmi les effets positifs on peut citer, en plus de meilleurs profits et de l'accès à l'auto-suffisance :
- une envie de coopérer et de partager (mêmes les pertes ...)
- l'égalité entre les familles impliquées.
- le respect et l'appréciation du travail de chacun .
- la diminution des coûts de production.
- le développement de la confiance mutuelle et du sens des responsabilités.
- la découverte des avantages de l'agriculture biologique
- la diminution des risques personnels d'échecs

Du reste, de nombreux agriculteurs souhaitent ardemment

entrer à leur tour dans le système...

A l'heure actuelle, **64 familles s'investissent dans le projet de Kappisset**. Un village voisin : Pius Nagar, également soutenu par LACIM, a un projet similaire qui touche 83 familles.

De plus en plus de femmes sont impliquées.

Les terres sont louées pour 2 ans au prix de 5 000 roupies l'année (environ 90 €), par acre de terrain (1acre=0,40 hectare).

Les ventes directes sur les marchés assurent un revenu irrégulier mais très sensiblement supérieur à celui obtenu en passant par un intermédiaire. Les bénéfices des ventes sont partagés également entre tous, car les membres du groupe fournissent la même quantité de travail. Une petite part des bénéfices est gardée en tant que fonds de roulement. On considère qu'il faut investir par an et par acre une somme de 25 000 roupies (450 €), pour l'achat des semences et plants, fumure, insecticides et outils de travail.

Il reste bien sûr encore **d'autres problèmes à résoudre**... Par exemple celui de la déforestation de la zone du fait de l'utilisation de bois pour cuisiner. Il est donc fortement question de mettre en place prochainement des installations de production de bio-gaz bon marché et non polluant, à base de bouse de vache, litière et purin de cochon, restes de nourriture, etc... Une étude pour la réalisation d'un tel projet a déjà été faite. La contribution financière demandée aux bénéficiaires pourrait être prise en charge sous forme de prêts...

Une affaire à suivre !

Pierre ROUVE, comité de Requista (12), membre de la commission Inde, d'après une communication de Mme SCHOOR du comité de Ribeaupillé (25), et des rapports des Père SAJI et THOMAS .



3 membres du comité devant la récolte d'ignames



Récolte de poivre sur une échelle en bambou



Les femmes assurent la récolte du gingembre



Champs de riz prêts à recevoir les plants à repiquer. Au 2ème plan, de jeunes cocotiers.



Le jockfruit (fruit du jacquier)

L'alphabétisation au MALI : un besoin de base

L'alphabétisation est un cycle d'apprentissage conduisant l'analphabète (personne qui ne sait ni lire ni écrire) à acquérir un minimum de lecture, d'écriture, de calcul.
Cela lui permet de mieux comprendre et d'acquérir plus d'autonomie afin de se sentir plus à l'aise dans son environnement et dans la société.

Pourquoi ?

De nombreux projets sont lancés dans des villages du Mali chaque année en liaison avec les comités français. Le démarrage, l'avancée, le suivi de ces projets sont une réussite plus ou moins grande pour différentes raisons.



Alphabétisation des femmes sous paillote à Yira

L'une des raisons principales des difficultés des villageois provient de l'analphabétisme. Comment suivre un projet, comment tenir un cahier de gestion le plus simple possible si dans le comité du village chargé de faire aboutir le projet et ensuite de le prolonger, personne ne sait lire, écrire et compter un minimum. Ce fait est d'autant plus aggravé s'il s'agit d'un projet de femmes car très peu ont été scolarisées.

Pour se donner le plus de chance de réussite, lorsqu'un projet nécessitant un suivi avec une gestion est demandé par un village quel qu'il soit, il faut d'abord se renseigner sur le nombre de personnes du comité créé ayant suivi une scolarisation d'au moins quelques années, lorsqu'ils avaient l'âge d'aller à l'école primaire. Si ce village est trop défaillant sur ce point il semble, avec l'expérience, qu'il vaille mieux le re-

porter et lancer d'abord une action d'alphabetisation.

Une étude faite sur trois villages de la commune de Baye (région de Mopti) en 2004 dans lesquels une telle action devait être lancée a montré qu'environ seulement 10% des membres des différents comités de gestion avaient eu un minimum de scolarisation (sur 97 membres, 9 hommes et une femme).

Car si les projets de scolarisation soutenus par LACIM ces derniers temps sont une réussite, les bénéficiaires attendus sur place ne se feront sentir que dans quelques années.

En conclusion une action d'alphabetisation est donc indispensable dans de nombreux villages. Cette action ne pourra qu'être bénéfique pour la plupart des projets lancés avec les comités français LACIM.

Comment ?

L'action d'alphabetisation est effectuée par une ONG malienne (GAE Sahel). Elle est faite en bambara, la langue vernaculaire la plus parlée au Mali.

La mise en œuvre est la suivante :

-> l'ONG forme d'abord une animatrice locale par village (après test). Cela pourra être une personne d'un autre village de la commune s'il s'avère que le village concerné n'a pas d'habitant susceptible d'animer les cours,

-> cette animatrice donne les cours selon la méthode REFLECT utilisée par l'ONG, avec un suivi régulier d'un agent d'appui de l'ONG qui reste sur



Alphabétisation des femmes à Marakadougou

place pendant les 4 mois de formation. Il s'agit d'une approche d'alphabetisation participative basée sur la MARP (méthode accélérée de recherche participative) qui, «après la construction matérielle, graphique et l'analyse d'une ou deux situations données à partir des objets ou matériaux locaux, introduit dans l'apprentissage l'é-

criture, la lecture, le calcul. Il est basé sur les choix des thèmes en rapport avec les préoccupa-



Alphabétisation des femmes à Minta

tions des auditrices, ce qui rend ces dernières plus attentives»,

-> l'animatrice choisie dans le village ou la commune reste sur place par la suite et pourra continuer à aider les personnes formées,

-> le but est que les stagiaires sachent lire, écrire et faire les quatre opérations à la fin du stage. Cela leur permet ensuite de mieux appréhender le travail dans les comités de gestion et de jumelage.

Ces cours sont dispensés entre mi-janvier et mi-mai (en dehors de l'hivernage) la première année, soit quatre mois.

Une deuxième partie a lieu un an après sur deux mois. Ils ont lieu tous les jours pendant 3 heures sauf les jours de marché. Ils sont dispensés sous paillote ce qui évite la construction de bâtiments.

Les premières expériences de LACIM

LACIM a démarré ces campagnes d'alphabetisation en 2004 sur la commune de N'Ciba (cercle de Kati) à l'ouest de Bamako. Cette expérience s'est avérée très positive et a été prolongée dans cette commune.

Ensuite d'autres sessions ont été lancées en 2005 et 2006 sur la commune de Baye (cercle de Bankass). Le projet a été lancé sur trois villages en même temps (partage des frais de déplacement car cette commune est à 900 kms de Bamako) la première année et quatre la seconde.

Des résultats des tests de niveaux après la formation, **il ressort qu'environ 40% des participants savent correctement écrire, lire et effectuer les quatre opérations avec retenue après la première année de formation,** l'objectif étant d'atteindre les 60% au terme de la deuxième session.

Les témoignages recueillis

de la part des participantes (voir encarts) **nous encourageant à poursuivre ce type d'actions** d'autant plus que l'ONG peut aider en même temps les groupes de femmes qui le souhaitent à monter un projet ou lancer des micro-crédits. Afin de mieux réussir, certaines femmes n'hésitent pas à travailler en dehors des horaires de cours malgré leur emploi du temps bien chargé.

Le coût de l'alphabetisation pour la première année revient à environ 1 450 000 F CFA (soit 2210 euros) pour 50 femmes.

Gérard VERSCHOORE, Eveux (69), chargé de mission sur la région de Mopti au MALI.

Témoignages de femmes alphabétisées

Hadjara Senou : « L'étude de thème sur le petit commerce m'a permis de réfléchir et de choisir le commerce de pois. Mon produit s'écoule vite et je fais de bons bénéfices. Avant je vendais les galettes comme beaucoup de femmes du village mais souvent le marché est saturé et le bénéfice est très faible. »

Salimata Drabo : « Je me sens fière maintenant car je sais écrire, lire et faire des calculs correctement. J'ai aussi bien compris les thèmes sur l'hygiène et l'assainissement, la nutrition. Je me sens utile, c'est pourquoi je partage ce que j'ai appris avec d'autres femmes. »

Mariam Terra : « Maintenant je sais que la commune est un ensemble de villages ayant décidé de conjuguer leurs efforts pour se développer. Nous connaissons les droits et devoirs du citoyen. Nous avons compris que les habitants de la commune doivent payer les impôts et taxes pour prétendre en retour à l'éducation, la santé.. Les devoirs et droits sont des contrepois qui doivent s'équilibrer. »

Aminata Thiama : « Je peux lire et écrire une lettre en bambara. J'ai beaucoup appris sur la nutrition, le petit commerce et la gestion du moulin. Nous venons d'avoir notre moulin qui a été mis en marche le 19/03/2006. Le thème sur la gestion et l'organisation du moulin va nous aider à bien le gérer. »

Jumelage avec Davé au Bénin

Davé est un village du sud du Bénin, dans la Province de Momo, à 60 km environ de Cotonou. La ville proche est Comé. Depuis longtemps nous avions prévu de rendre visite à ce village avec lequel nous sommes jumelés depuis juin 2000.



Un projet de maternité

Le projet de ce village était la construction d'une maternité sur un plan type fourni par le gouvernement du Bénin. Ce projet ayant été validé (le permanent responsable à l'époque était Lota) et son coût (estimé) semblant dans les possibilités de notre comité local, nous nous sommes engagés dans le financement.

Le départ fut rapide, la participation des habitants de Davé enthousiaste.

Et puis des problèmes commencèrent à arriver : entre autres un changement des directives gouvernementales (le bâtiment devant être centre de soins et maternité), a entraîné de nouvelles exigences concernant l'eau et l'électricité. Le projet semblait s'enliser et son coût augmentait. Les visites sur place de Jean-Loup Cornette et l'aide de LACIM au plan national ont permis de remettre en route le chantier et au mois de mars 2006 la nomination d'une infirmière et une dotation de matériel par le gouvernement du Bénin autorisaient l'ouverture du centre

Malgré les difficultés, c'était un projet motivant..

Un problème demeure, celui de l'alimentation en eau, le forage réalisé s'étant révélé infructueux.

Notre visite

Elle était annoncée pour le mois de mai et il avait été décidé que l'inauguration de la maternité aurait lieu pendant notre séjour. Du comité local Grand-Combe-Chateleu, Les Gras, Val de Morteau nous n'étions que deux à faire le déplacement, le coût du voyage étant important.

Jean Loup Cornette qui maintenant réside à Comé proche de Davé nous reçoit chaleureusement et nous accompagne dans certains de nos déplacements.

L'accueil au village de Davé, le jeudi 11 mai fut déliant : de l'entrée du village jusqu'au centre de soins à pied accompagnés du chef d'arrondissement



et du président du comité de jumelage, précédés d'un groupe folklorique avec les rites de l'eau versée sous nos pas.

Devant la maternité-centre de soins nous attendaient une grande partie de la population



Maternité et centre de soins

et les chefs traditionnels en grande tenue. C'était impressionnant. Salutations à tous dans l'ordre protocolaire avec des « bonne arrivée » en nombre. Discours, danses. Beaucoup de sympathie et d'amitié. L'inauguration est fixée au samedi 20 mai. Nous décidons d'une réunion du comité de jumelage pour le dimanche 14 mai.

Dimanche 14 : peu de monde à la réunion. L'information est sans doute mal passée, et un nouveau rendez-vous est fixé au mercredi 17 mai, car beaucoup de membres du comité de Davé sont enseignants.

Lundi 15 mai : à Lokossa en compagnie de Kouami le président du comité de jumelage,

nous rencontrons un responsable local du ministère des mines et de l'hydraulique pour évoquer la question de l'alimentation en eau du centre de soins. Il nous fait part d'un projet communautaire en cours d'élaboration dans lequel pourrait entrer Davé et qui permettrait la réalisation d'un adduction d'eau pour tout le village de Davé. Cela semble très intéressant.

Mercredi 17 mai : le comité est au complet avec le chef du village et le chef d'arrondissement. Nous faisons mieux connaissance et c'est sympathique. C'est une bonne réunion de travail et nous avançons sur le problème de l'eau. Dans la conversation nous comprenons mieux les difficultés qui auraient pu être évitées par une meilleure connaissance mutuelle. C'est peut être un rêve, mais il faudrait que les jumeaux puissent se rencontrer. L'infirmière fait le bilan de l'activité: visites aux malades, visites prénatales et accouchements.

En Afrique tout est possible puisque le jeudi 18 mai nous serons dans le bureau du chef de cabinet du ministre des mines et de l'hydraulique pour parler de l'alimentation en eau de Davé.

Samedi 20 mai : **inauguration solennelle du centre** avec les autorités politiques, sanitaires, traditionnelles, la population, des groupes folkloriques et toutes les mamans avec les bébés nés déjà à la maternité.



Les bébés nés au centre

Les jours suivants nous avons pu visiter les différents hameaux du village, et nous sommes très bien accueillis partout. Ce voyage n'a pas été un banal voyage touristique, il nous a permis de nouer des liens d'amitié, de rencontrer des gens attachants, de mieux connaître leur façon de vivre et leurs difficultés, d'être plus proches de nos jumeaux. Nous essaierons de transmettre aux membres de notre comité de France toute **l'amitié que nous avons rencontrée en Afrique** et nous

espérons pouvoir encore rendre visite à nos amis.

Michel et Monique SIMONIN, Grand-Combe-Chateleu, Les Gras, Val de Morteau (25).

Le comité de Grand-Combe-Chateleu, Les Gras, Val de Morteau (Doubs)

C'est en 1987 que LACIM a démarré à Grand-Combe-Chateleu. Très rapidement des habitants des Gras se sont joints au groupe de départ et peu à peu, par relations, ce sont des amis de tout le Val de Morteau qui ont adhéré. Nous espérons d'autres encore.

Nous avons eu d'abord un jumelage avec un village du Mali, Tabango. Quelques réalisations là : puits, réserve de grains. Mais nous avons peu de correspondance avec les habitants et le jumelage a été arrêté sur les conseils de Croizet.

Avec Ponugode en Inde, nous avons une correspondance régulière bien que peu originale. L'aide que nous envoyons permet de faire fonctionner une école de couture, d'aider à la scolarisation d'enfants pauvres. Depuis quelque temps un système de micro crédits a été mis en place pour permettre aux jeunes femmes sortant de l'école de couture d'acheter leur propre machine.

En 2000, LACIM Croizet nous a proposé de prendre un nouveau jumelage en Afrique, Davé en République du Bénin. Ce village avait un gros projet, la construction d'une maternité.

Notre comité fonctionne grâce aux cotisations d'une cinquantaine de membres et à quelques réalisations locales. Chaque année, le 3^{ème} dimanche de janvier, nous organisons à midi un repas familial et amical. Tout étant fait par des bénévoles il reste un bénéfice et les rencontres pendant le repas permettent de faire



connaître LACIM. Nous tenons une buvette pour la journée du patrimoine à l'occasion d'un après midi de visites d'une chapelle fermée le reste de l'année. Même l'abattage d'un arbre remarquable nous a permis l'ouverture d'une buvette. Avec le siège de Croizet, tous les 2 ans, nous organisons à Morteau, le chef lieu de canton, une exposition vente d'artisanat sur un week-end.

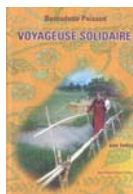
Des livres à découvrir

Sur l'Inde

Voyageuse solidaire de Bernadette Poisson,
Jean Pierre Huguet éditeur (22 €).

Après avoir exercé la médecine en France, Bernadette Poisson s'est investie dans des projets associatifs visant à la revitalisation des ethnomédecines. Elle est auteur de deux autres ouvrages, notamment sur les sages guérisseurs du nord de l'Inde.

Elle nous livre ici son expérience dans le sud de l'Inde ainsi qu'au Bangladesh avec ses succès, ses doutes, ses réflexions. Convaincue du potentiel intéressant que représentent les soins traditionnels, elle essaie de faire partager aux populations l'intérêt du renouveau de cette médecine pour ceux dont l'accès aux soins en zone rurale est difficile et coûteux.



Le Dieu des petits riens d'Arundhati Roy,
traduit de l'anglais par Claude Demanueli
Edition Gallimard Folio (6€65).

Rahel et Estha Kochamma, des jumeaux de huit ans, vivent en Inde, entourés de leur grand-mère qui fabrique des confitures trop sucrées, de l'oncle Chacko, un coureur de jupons invétéré, esprit romantique converti au marxisme pour les besoins de son portefeuille, de la grande tante qui nourrit un amour mystique pour un prêtre irlandais et de leur mère Ammu, abandonnée par son mari, qui aime secrètement Velutha, un Intouchable. Un drame va ébranler leur existence et les séparer. Comment survivre quand, après un événement affreux dont on a été témoin, on vous demande de trahir la vérité pour l'amour de votre mère ?

Le passé et le présent alternent et donnent du rythme à ce roman « décapant » où la fiction et la réalité indienne se mêlent habilement. Terrible constat de drames occasionnés par le poids des traditions, des castes...

Arundhati Roy s'est vue délivrer le Booker Prize en 1997 pour ce premier roman. Célèbre pour ses engagements écologistes et pacifiques, notamment pour son soutien aux paysans indiens combattant les barrages de la Narmada, elle donna ce prix (30000 €) à l'association NBA qui essaie de sauver ces centaines de milliers de paysans menacés d'expulsion.



Sur l'Afrique

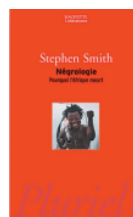
Paroles de Touaregs. Textes présentés par Mauguy Vautier, préface de Théodore Monot. Albin Michel, carnets de sagesse, 2004 (9€50).

Des textes de sagesse, des proverbes, des poèmes, des paroles recueillies, autant de témoignages magnifiquement illustrés de la vie et de l'esprit nomade des touaregs.



Négrologie, pourquoi l'Afrique meurt, de Stephen Smith. Hachette littérature collection Pluriel, 2005 (7€22).

Ce livre a été écrit par un journaliste spécialiste de l'Afrique avec la conviction qu'il faut cesser de travestir les réalités de ce continent dévasté par les guerres, les crises, la corruption, le tribalisme ou l'anarchie. Un tableau sans complaisance et un cri d'alarme.



Pour les enfants

Max et Lili aident les enfants du monde
Serge Bloch, Dominique de Saint Mars
Editeur CALLIGRAM, 2005 (4€90).

Ce livre de Max et Lili sur la solidarité fait découvrir les pays les moins avancés et la vie de leurs enfants, ce qui les fait rire et pleurer, ce dont ils ont besoin. Il permet de se mettre à la place des autres, sans avoir peur de devenir comme eux, de perdre ce que l'on a ou de s'engager trop. Il faut les aider à y arriver tout seuls, leur permettre d'être dignes plutôt que de mendier, à l'autre bout du monde ou à côté de soi. Vouloir changer un monde injuste et se donner la main, c'est être humain !



Le saviez-vous?

2006 est l'année internationale des déserts et de la désertification

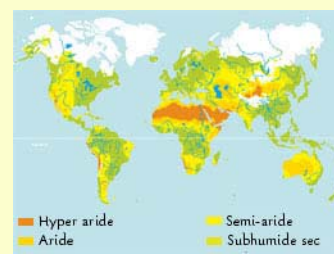
La Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse (17 juin) a marqué l'anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), créée en 1992, suite à une recommandation du Sommet Planète Terre de Rio.



Qu'est-ce que la désertification?

L'UNCCD définit la désertification comme la dégradation des sols dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches. Elle se produit lorsque les sols sont fragiles, le couvert végétal amenuisé et le climat particulièrement impitoyable. Ces régions sont habitées par 1/5^{ème} de la population mondiale. Un tiers de la superficie des terres émergées du globe (4 milliards d'hectares) est menacé par la désertification, et plus de 250 millions de personnes sont directement affectées par ce problème. 24 milliards de tonnes de sols fertiles disparaissent chaque année. Entre 1991 et 2000, les sécheresses ont entraîné la mort de plus de 280 000 personnes; elles représentent 11% de l'ensemble des catastrophes naturelles liées à l'eau.

Carte mondiale des zones arides



Source: CRU/UEA, UNEP/DEWA.
Publiée dans
le Kit pédagogique sur la désertification,
UNESCO/MA.

LACIM agit
contre ce fléau
en soutenant des projets
qui concernent l'eau,
(puits, forages)
et l'agriculture.

Paroles de femmes

**« Nous les femmes,
sortons, allons aux cours d'alphabétisation !
Il est bon de s'alphabétiser.
Chaque chose a son temps.
C'est le moment opportun de s'alphabétiser
Nous sommes devenues libres !
Qui pouvait imaginer que nous pourrions écrire et lire un jour
dans notre langue maternelle?
Cela est une joie et une satisfaction.
Nous les femmes,
nous qui ne sommes pas considérées en famille,
nous à qui on ne donne pas la parole,
nous qui ne sommes pas informées sur les revenus de la famille,
nous sommes en train d'écrire et de lire maintenant
dans notre langue maternelle, et bien sûr nous-mêmes.
Merci GAE-Sahel et LACIM.
Cela ne suffit pas.
Nous avons compris
que l'alphabétisation n'est pas liée au sexe.
Nous les femmes,
prenons le grand courage
pour nous alphabétiser! »**

Les femmes de Marakadougou-Sirakoro au MALI
Écrit et lu par Konfè TRAORE.
Poème écrit en février 2006 suite à une session
d'alphabétisation de GAE Sahel en collaboration avec LACIM.

Directeur de la publication: André JOSSE

Rédactrice en chef: Catherine AMBLARD

Responsables du comité de rédaction:

Commission Inde: Hélène POUILLY

Commission Afrique: Madeleine GUYON

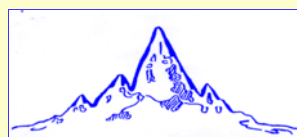
Commission Amérique Latine et Haïti: Henri AMBLARD

Commission communication: Catherine AMBLARD

Impression: Imprimerie CHIRAT- St Just-la-Pendue (42 540)

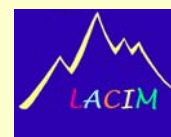
Réalisation LACIM. Dépôt légal à parution.

Bulletin semestriel gratuit. ISSN 1763-8585.



Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde

Association loi 1901. Reconnue d'utilité publique
Siège: 42 540 CROIZET S/ GAND - France
Téléphone: 04 77 63 25 42 - Fax: 04 77 63 23 38
E.mail: lacim@lacim.fr



Site internet
www.lacim.fr